

L'avenir incertain de la coopération interaméricaine après le Sommet de Monterrey

Gordon Mace

**Directeur du Centre d'études interaméricaines et
Professeur au département de science politique de
l'Université Laval**

** Publié en Le Soleil, Québec, le 20 janvier, 2004.*

Deux catégories de commentaires circulaient à la sortie du Sommet extraordinaire des Amériques à Monterrey le mardi 13 janvier dernier. Les membres des délégations officielles formulaient pour la plupart des commentaires modérément optimistes. Somme toute, disait-on, les chefs d'État sont parvenus à signer une déclaration commune qui servira à maintenir la dynamique du régionalisme continental. Les journalistes étaient au contraire beaucoup plus critiques considérant que la Déclaration de Nuevo Leon était à ce point vague et peu contraignante qu'elle serait oubliée quelques jours seulement après sa signature. Voyons ce qu'il en est vraiment de la déclaration elle-même et du contexte dans lequel s'est tenu le Sommet de Monterrey.

Ce sommet a été convoqué à l'initiative du gouvernement canadien jugeant, un an à peine après le Sommet de Québec, qu'il était nécessaire de réunir à nouveau les chefs d'États. Quatorze d'entre eux étaient en effet nouvellement élus et une rencontre permettrait de faire connaissance et d'échanger les points de vue à un moment où le contexte politique et économique des Amériques s'assombrissait. Le Brésil avait alors posé comme condition que la rencontre porte sur des questions sociales et non sur le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Invités par le président mexicain, M. Vicente Fox, les chefs d'État des Amériques ont donc pu se réunir à Monterrey et signer, après de laborieuses négociations, la Déclaration de Nuevo Leon identifiant trois grands objectifs liés au bien-être des peuples de la région : la croissance économique accompagnée d'équité en vue de réduire la pauvreté, le développement social et la gouvernance démocratique.

La version finale de la déclaration a été prête seulement quelques heures avant la signature par les chefs d'État ce qui témoigne de l'importance des divergences de points de vue principalement entre Washington et les gouvernements de l'Argentine, du Brésil et du Venezuela. Le désaccord portait principalement sur les trois points suivants. D'abord, le gouvernement du Venezuela désirait la création d'un fonds pour venir en aide aux pays pauvres en difficulté. Cela fut refusé par certains gouvernements dont ceux des États-Unis et du Canada. Ensuite, le gouvernement états-unien voulait une mention spécifique d'appui au processus en cours pour créer la ZLEA alors que le Brésil s'y opposait. C'est plutôt le point de vue des États-Unis qui a

prévalu dans ce cas puisque la déclaration souligne, avec une réserve du Venezuela, l'appui des signataires « au sujet du cadre et du calendrier adoptés pour conclure les négociations relatives à la ZLEA dans les délais prévus ». Enfin, Washington aurait voulu exclure des activités de l'OEA les gouvernements déclarés corrompus. Face à l'opposition d'une majorité de gouvernements, un compromis a été adopté voulant que les gouvernements refusent d'accorder refuge « aux fonctionnaires corrompus ainsi qu'à ceux qui les ont corrompus et à leurs biens ».

La déclaration de 13 pages (version française) a donc pu être signée par tous les gouvernements présents tant il est vrai que personne peut être contre la vertu. Par cette déclaration, en effet, les gouvernements s'engagent à adopter différentes mesures destinées à favoriser la croissance économique équitable, le développement social et la bonne gouvernance. Parmi celles-ci, notons l'aide à la création et au soutien aux PME ainsi qu'aux micro-entreprises, la réduction du coût des virements faits dans la région, l'accès à l'éducation de base de qualité, l'amélioration de la protection sociale en matière de santé et la lutte contre la corruption.

Ces mesures sont naturellement importantes mais celles-là comme les autres doivent être mises en place dans un cadre où « chaque pays est le principal responsable de son développement social et économique grâce à l'application de politiques bien fondées, à une bonne gouvernance et à l'État de droit ». Ce qui signifie que les gouvernements des pays pauvres de la région, autant dire la majorité, ne peuvent pas compter sur un programme substantiel d'appui financier venant des États-Unis et du Canada. Les seuls appuis en ce sens viendront des banques régionales de développement, dont la Banque interaméricaine de développement, qui ne consacreront pas nécessairement de nouveaux fonds pour financer les initiatives découlant de la Déclaration de Nuevo Leon.

C'est pourquoi plusieurs gouvernements d'Amérique latine, le Brésil et le Venezuela bien sûr mais aussi le Pérou, le Panama et d'autres, ont demandé la mise en place d'un autre modèle de développement et de gestion économique. Le président péruvien, M. Alejandro Toledo, a résumé le ressentiment des dirigeants d'Amérique latine et des Caraïbes quand il a déclaré que le gouvernement de son pays a appliqué fidèlement les politiques néo-libérales de gestion économique sans qu'il y ait aucune amélioration du bien-être de la population du Pérou. Le président chilien, M. Ricardo Lagos, dont le pays est pourtant un ferme partisan du régionalisme hémisphérique, a indiqué pour sa part que jamais dans son histoire récente l'Amérique latine n'avait compté un aussi grand nombre de pauvres.

Et c'est bien là toute l'ambiguïté du Sommet extraordinaire de Monterrey en même temps que le danger qui guette la coopération interaméricaine. Car le consensus autour de la Déclaration de Nuevo Leon masque en fait l'apparition d'une profonde divergence de conception et de philosophie face aux stratégies de développement économique et à l'ensemble du régionalisme continental. Ce retour de la confrontation sinon du clivage Nord-Sud pourrait opposer les trois pays de l'ALENA aux

gouvernements de l'Amérique du Sud regroupés autour du Brésil. À Monterrey, le gouvernement du Mexique a appuyé en effet la position de ses deux voisins de l'Amérique du Nord en faveur de la mise en place de la ZLEA dans l'ensemble des Amériques selon le calendrier prévu initialement.

Depuis 1889, la coopération interaméricaine a toujours évolué par vagues, au gré du contexte politique et économique régional et parfois mondial. Le contexte de la 2ème moitié des années 1980 a ouvert une fenêtre d'opportunité rendant possible l'ALENA, le MERCOSUR, le projet de ZLEA et un renouveau de l'ensemble de la coopération interaméricaine. Depuis l'automne 2001, cette fenêtre est en train de se refermer. Il faudra sans doute une bonne dose d'imagination et de courage politique pour relancer la coopération interaméricaine en prévision du sommet qui doit se tenir l'an prochain en Argentine. Un rôle tout tracé pour le gouvernement canadien pour qui l'enjeu n'est pas sans importance eu égard à la place du Canada dans le monde.